



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

lois de finances

Question au Gouvernement n° 2253

Texte de la question

LOI DE FINANCES POUR 2006

M. le président. La parole est à M. Lionnel Luca, pour le groupe UMP.

M. Lionnel Luca. Ma question s'adresse à M. le ministre délégué au budget et à la réforme de l'État.

Le débat budgétaire sur la première partie du projet de loi de finances a été malheureusement émaillé par les dérapages habituels d'une gauche illustrant jusqu'à la caricature sa pensée dogmatique et archaïque.

(Protestations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.)

Pourtant, le Gouvernement et la majorité ont voulu des mesures destinées à ceux de nos compatriotes qui travaillent et perçoivent les revenus les plus modestes. Ces mesures s'inscrivent dans la continuité de celles déjà prises par le gouvernement de Jean-Pierre Raffarin, mais dans un esprit beaucoup plus volontariste et beaucoup plus social encore, malgré un contexte économique peu favorable. C'est notamment le cas de la prime pour l'emploi, qui concerne huit millions et demi de nos compatriotes.

Pouvez-vous donc, monsieur le ministre, nous en donner les grandes lignes, en prenant peut-être le risque d'être accusé de " copinage social " ? *(Applaudissements sur les bancs de l'Union pour un mouvement populaire.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre délégué au budget et à la réforme de l'État.

M. Jean-François Copé, *ministre délégué au budget et à la réforme de l'État, porte-parole du Gouvernement.*

Monsieur le député, le budget que nous présentons avec Thierry Breton a ceci de particulier qu'il répond aux objectifs qui sont les nôtres : mettre toutes nos marges de manoeuvre au service de l'emploi et de la croissance sociale.

Il a ceci de particulier aussi que, en y regardant de près, il coche à peu près toutes les cases.

Les députés de l'UMP trouveront dans ce budget les réponses aux attentes fortes qu'ils ont exprimées en faveur des Français modestes, qui travaillent. *(Protestations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.)* J'évoquerai notamment la très forte augmentation de la prime pour l'emploi - qui creuse l'écart avec le RMI, l'augmentation du SMIC dans des proportions inédites, une réforme fiscale qui va freiner les délocalisations et encourager l'actionnariat salarié.

Ce budget répond aussi aux attentes de la gauche. Il comporte de très nombreux financements de contrats aidés dans le secteur public *(Protestations sur les bancs du groupe socialiste)...*

M. Augustin Bonrepaux. Payés par qui ?

M. le ministre délégué au budget et à la réforme de l'État. ...pour ceux de nos concitoyens qu'il faut sortir de l'exclusion.

Enfin, l'UDF doit également y trouver des raisons d'être satisfaite. Candidat à l'élection présidentielle en 2002, M. Bayrou avait promis, s'il était élu, de baisser de six à quatre le nombre de tranches de l'impôt sur le revenu. C'est chose faite avec ce budget.

Toutes les conditions me semblent donc réunies pour que ce budget soit voté à l'unanimité ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

Données clés

Auteur : [M. Lionnel Luca](#)

Circonscription : Alpes-Maritimes (6^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2253

Rubrique : Finances publiques

Ministère interrogé : budget et réforme de l'Etat

Ministère attributaire : budget et réforme de l'Etat

[Date\(s\) clé\(s\)](#)

Question publiée le : 26 octobre 2005

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 26 octobre 2005